

« La situation de l'agriculture et son avenir dans l'économie marocaine »

de MICHEL VILLENEUVE (*)

Dans son ouvrage publié récemment, M. Villeneuve s'est attaqué au difficile problème de l'agriculture marocaine et de son rôle dans l'avenir de l'économie générale du pays ; sujet prometteur lorsqu'on connaît l'importance du secteur agricole au Maroc et surtout lorsqu'on tente de mesurer l'ampleur des problèmes à résoudre pour que ce secteur puisse jouer un rôle « opérationnel » dans l'accession au développement et dans l'entretien de ce développement.

Le raisonnement de l'auteur s'effectue en trois étapes. Après avoir brossé un tableau de la situation présente de l'agriculture, tableau où la présentation géographique prédomine, l'auteur s'attache en second lieu à l'intéressant problème des interrelations de l'agriculture avec les autres secteurs.

Enfin, M. Villeneuve essaie, à travers les projections du plan quinquennal 1968-1972, d'esquisser le rôle que pourrait jouer l'agriculture marocaine à long terme et ce, en présentant les grandes lignes de ce qu'il préconise comme pouvant être un programme d'action.

Tel est le sens général de la démarche suivie par l'auteur pour exposer ses vues sur l'un des aspects fondamentaux de l'économie marocaine.

Cet ouvrage présente un intérêt indéniable dans la mesure où l'auteur a essayé de mettre en relief les aspects négatifs d'une agriculture qui, pourtant, bénéficie de la priorité dans les programmes de développement.

La deuxième partie est particulièrement édifiante, puisqu'elle éclaire le lecteur, par une illustration chiffrée, sur trois points importants :

— d'une part, le faible degré d'interrelations du secteur agricole avec les autres secteurs ;

(*) Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1971.

— d'autre part, la dégradation continue du niveau de vie des ruraux par rapport aux autres catégories sociales ;

— il est signalé en outre que, bien que la part de la fiscalité directe supportée par l'agriculture soit faible, la population rurale n'est nullement moins imposée que l'urbaine ; en effet, les ruraux supporteraient jusqu'à 52 % environ des charges collectées par les circuits de distribution.

Cependant, ceci étant, nous nous permettons de faire trois objections à l'auteur, objections qui font que l'on éprouve une certaine déception lorsqu'on essaie de faire une synthèse générale de son travail.

1) Tout d'abord, M. Villeneuve, dans sa première partie, s'est attaché à faire une présentation essentiellement physique de l'agriculture marocaine, négligeant ainsi un certain aspect historique qui aurait eu le mérite d'éclairer l'héritage du passé et ses conséquences, notamment le dualisme de l'économie agricole et son aggravation ; d'un autre point de vue, nous pouvons signaler que l'aspect socio-économique des exploitations agricoles ne fut que partiellement abordé.

2) L'auteur, en second lieu, n'expose que brièvement le problème essentiel de la politique d'investissement et d'intervention de l'Etat dans le domaine agricole et ne nous éclaire pas, par là même, sur la disproportion des moyens mis en œuvre et des faibles résultats obtenus. Certes, M. Villeneuve souligne que les investissements en matière de grande hydraulique s'avèrent élevés et sont longs à porter leurs fruits ; il a aussi signalé la sous-utilisation du potentiel d'irrigation déjà existant, mais il eut été souhaitable de montrer clairement l'insuffisance et l'inadaptation des instruments d'intervention de l'Etat dans le secteur agricole (crédit agricole, centres de travaux, promotion nationale...).

L'échec de certains projets spécifiques, telle l'opération labour, par exemple, ont démontré nettement l'inefficacité d'une action technique, même d'envergure, dans le milieu traditionnel s'il n'y a pas une volonté transformatrice réelle de ce milieu.

3) En troisième lieu, l'objection la plus importante que nous nous permettons de faire à l'auteur est celle relative à sa conclusion sur la non-nécessité d'une réforme agraire ; celle-ci, dans la mesure où elle se veut collectiviste, est assimilée à un mythe.

Nous sommes pleinement d'accord avec l'auteur sur la nécessité d'intensifier la production agricole, mais encore faut-il mobiliser la force de travail actuellement inutilisée que représente la population agricole inemployée ou mal employée ; en effet, la consommation actuelle de cette population est une part de la production nationale gaspillée ; or,

seule une organisation collective du travail est susceptible de mobiliser ces forces, sans accroître trop fortement la consommation. La réforme des structures agraires conçue comme une continuelle adaptation réciproque entre la croissance des forces productives et les structures économiques et sociales est le point de départ du développement.

L'industrialisation, qui est le moteur du développement, n'a de chance d'aboutir que si le monde rural lui offre une clientèle effective qui aura bénéficié d'un relèvement continu de son niveau de vie.

On ne peut dès lors que regretter que l'auteur, après avoir signalé les aspects névralgiques d'une réalité qui, pourtant, ne lui échappe pas, ait pu faire preuve de tant d'ambiguïté lorsqu'il s'est agi de présenter un programme d'action.

A l'heure actuelle, la plupart des travaux basés sur l'expérience pratique concluent à la nécessité de la réforme des structures agraires et ce, pour des raisons éminemment économiques. Le contenu et les modalités de ces réformes doivent certes être précisés en tenant compte d'une réalité complexe ; cependant, quelles que soient les particularités auxquelles l'on se heurte dans un pays sous-développé, à économie déformée, le sens général de la réforme agraire ne peut souffrir d'équivoque si l'on désire réellement accéder le plus rapidement possible au développement.

Abdeljalil AGOURRAM